

# MONDE ARABE

## Marché commun arabe: Une utopie de plus ?

*Le commerce entre les Etats arabes doit encore développer tout son potentiel, car il reste entravé par des barrières douanières et des procédures bureaucratiques. De nombreux responsables politiques et hommes d'affaires indépendants espèrent que la ratification de l'Accord d'Agadir conclu avec l'UE améliorera la situation.*

Les accords de libre échange sont la vague sur laquelle devra surfer l'avenir du Moyen Orient. Les ministres du Commerce des différents Etats arabes se rencontrent régulièrement et affichent des traités nouvellement signés lors des séances de photo avec la presse.

Cela est assez surprenant, si l'on considère que 17 Etats membres de la Ligue arabe ont mis sur pied la Zone arabe de libre échange (GAFTA) dès 1997, qui impliquait la suppression de tous les droits de douane début 2005. Toutefois, en dépit de cette initiative, il n'y a encore aujourd'hui aucun signe de commerce florissant entre les nations arabes. Pour la plupart d'entre elles, les échanges avec leurs voisins de leur région ne représentent pas plus que 10 pour cent de leur commerce extérieur.

Lors du Forum économique mondial qui s'est tenu à Sharm El-Sheikh en mai dernier, le ministre égyptien du Commerce extérieur et de l'Industrie, Rashid Mohamed Rashid, avait affirmé: "Cela fait 50 ans que nous rêvons d'un marché commun arabe, mais le problème est que nous ne faisons qu'en rêver -- rien de plus".

### Des barrières bureaucratiques

Si les droits de douane ont été en grande partie abolis dans la région, d'autres obstacles subsistent. "Le véritable obstacle est la bureaucratie", affirme Gamal Bayoumi, secrétaire général de l'Union des investisseurs arabes, "non parce qu'elle s'oppose à tout accord en soi, mais parce qu'elle tend à défendre les intérêts particuliers des pays concernés".

Ainsi, les accords bilatéraux existants contiennent des listes noires de produits qui sont catégoriquement exclus. Les licences d'importation nécessaires, les normes de produit prescrites et les procédures douanières bureaucratiques contribuent à entraver le commerce entre les sociétés de la région.

De plus, la logistique et les infrastructures de transport entre les Etats arabes sont peu développées: les routes sont souvent de mauvaise qualité, les chemins de fer ne jouent pratiquement aucun rôle dans la



De gauche à droite: Le président égyptien Hosni Mubarak et S.M. le Roi Mohammed VI, roi du Maroc

région, et les aéroports et les ports ont des capacités limitées.

### La similitude des produits à l'exportation réduit les opportunités commerciales

Said Abdallah, secrétaire d'Etat au ministère égyptien du Commerce extérieur et de l'Industrie, espère qu'un accord sera conclu d'ici la fin de l'année. Les Etats concernés travaillent fébrilement à simplifier les réglementations qui régissent l'origine des produits. Cela devrait permettre de répondre à ce qui est souvent qualifié de principale raison à la faiblesse du commerce intérieur dans le monde arabe.

"Le problème majeur est le chevauchement des profils d'exportation des économies arabes", explique-t-il. Outre la forte proportion de matières premières dans leurs exportations, les pays arabes fabriquent en effet souvent les mêmes produits, et le commerce de tels produits est alors difficile à encourager.

Au cours des prochaines années, une aide pourrait venir de l'extérieur de la région. En réponse au terrorisme et aux pressions migratoires, l'Union européenne s'est fixée pour objectif il y a déjà onze ans, dans le cadre du Processus de Barcelone, la promotion d'une coopération économique renforcée avec les Etats de la rive sud de la Méditerranée.

A l'époque, des accords d'association

avaient été conclus avec certains pays, qui levaient les barrières douanières et simplifiaient les procédures bureaucratiques et les politiques économiques. De facto, toutefois, le Processus de Barcelone a porté peu de fruits. L'une des raisons pourrait en être le manque de commerce régional.

### L'Accord d'Agadir, un regain d'espoir

Les Arabes placent donc de grands espoirs dans le succès de l'Accord d'Agadir, signé en février 2004 en vue de créer une zone de libre échange entre l'Union européenne d'un côté, le Maroc, l'Egypte, la Jordanie et la Tunisie, de l'autre.

Cet accord précise toutefois que les sociétés de l'un de ces pays pouvaient exporter dans l'Union, sans droits de douane, des produits contenant des produits originaires de l'un des autres pays arabes. Cela est destiné à inciter les pays à importer plus de produits originaires de leur propre région, stimulant ainsi le commerce régional.

L'Accord d'Agadir n'est cependant pas encore entré en vigueur, car la signature du roi Mohammed VI du Maroc se fait attendre. On ne peut s'empêcher de penser que ce retard peut être dû à des pressions exercées par certains secteurs influents de l'économie marocaine, qui redoutent la concurrence étrangère.

Néanmoins, l'Union européenne n'a pas renoncé à l'espoir que dans quatre ans, l'Accord d'Agadir et les accords bilatéraux conclus dans la région permettront le développement d'une vaste zone de libre échange entre l'Union et les Etats du sud de la Méditerranée.

Le commerce régional est en effet considéré comme l'un des facteurs essentiels de la croissance économique. De plus, le bon fonctionnement des accords commerciaux a pour effet d'attirer d'importants investissements directs étrangers.

Par exemple, Siemens produit des composants informatiques et des systèmes de téléphonie en Egypte, qui sont ensuite réexportés vers les marchés arabes et africains parce que le marché égyptien est trop réduit.

"Mais l'Egypte n'est pas en concurrence avec l'Arabie Saoudite, pas plus que celle-ci ne l'est avec la Jordanie. Bien plus, nos rivaux sont la Chine, l'Inde, le Brésil", déclare Mohammed El Mehdy, PDG de Siemens en Egypte. "Quoi que nous fassions ici, cela n'empêchera pas les autres de faire des affaires dans notre région." Les produits chinois à faible coût, en particulier, sont devenus en quelques années des denrées très courantes dans les pays du Moyen Orient.

En dernier ressort, ce sont les entreprises elles-mêmes qui peuvent créer les améliorations dans les conditions du commerce régional. "Les jours du protectionnisme sont comptés", est convaincu M. Rashid, le ministre égyptien du Commerce.

Selon lui, les entreprises ont déjà commencé à réfléchir en termes régionaux et à faire appel à leurs gouvernements respectifs pour qu'ils les aident à stimuler le commerce régional. "Autrefois, chaque ministre de la région était sous pression pour protéger son marché national. Aujourd'hui, ce sont les entreprises qui font pression en faveur d'un marché plus ouvert."

Par Frederik Richter  
Cet article a été publié pour la première fois sur Qantara.de

**Pour vos annonces dans "Maghreb Canada Express"**

**Tél. 514 576-9067**

**Courriel: pub@maghreb-canada.ca**